



LE DÉPARTEMENT

D É L É G A T I O N G É N É R A L E A U X S O L I D A R I T É S

DIRECTION DE L'ENFANCE



Affaire suivie par
Magalie Bodson

☎ : 04.83.95.21.43

Toulon, 8/02/2017

M. Olivier AUDIBERT-TROIN
Président
Communauté d'Agglomération
Dracénoise
7, rue des Endronnes
83300 DRAGUIGNAN

Objet : Prévention et Protection de l'Enfance
Prévention Spécialisée 2016
Notification convention multipartite / APS

DIRECTION HABITAT / COHESION
SOCIALE / EMPLOI

Courrier arrivé le : 20 FEB. 2017

170220-10091
ULVF 20/2/17-DS

Monsieur Le Président,

Veillez trouver ci-joint la convention multipartite CO 2016-376 du 20 décembre 2016 entre le Département, la Communauté d'Agglomération Dracénoise, la Commune du Muy et l'Association de Prévention Spécialisée relative au fonctionnement des équipes de prévention spécialisée sur le territoire de la commune du Muy pour l'année 2016.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Monsieur Le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Président du Conseil départemental du Var et par délégation
La Responsable du Service Qualité des Prestations
E. ROUBAUD

P.J. : Convention 2016-376 du 20 décembre 2016



RECEIVED
JAN 2 1952
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
U. S. DEPARTMENT OF JUSTICE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU VAR

/D.E.

mb

Acte n° CO 2016-376

Convention multipartite entre le Conseil Départemental du Var, la commune du Muy, la Communauté d'Agglomération dracénoise, et l'Association de Prévention Spécialisée -APS-

Convention réalisée dans le cadre des actions de Prévention Spécialisée exercées par l'Association de Prévention Spécialisée (APS) sur la commune du Muy prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 Avril 2000 et du décret 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

Monsieur Marc GIRAUD, Président du Conseil Départemental du Var agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental n°G16 du 24 octobre 2016,

Madame Liliane BOYER, Maire de la Ville du MUY dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal n°71/2016 du 27 juin 2016,

Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire n°C_2016_079 du 30 juin 2016,

d'une part

ET

Monsieur Raymond DOUMAS, Président de l'Association de Prévention Spécialisée dont le siège social est situé 11 boulevard Pasteur 83400 Hyères, déclarée en Préfecture le 15 avril 1969 sous le numéro W.832001027, statuts modifiés le 20 mai 2015, dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration du 21 septembre 2015

d'autre part

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

VU la délibération du Conseil Départemental n° A12 du 29 avril 2015 adoptant la politique prévention et protection de l'enfance et des familles,

VU la délibération de la Commission Permanente n°G16 du 24 octobre 2016 autorisant Monsieur le Président du Conseil Départemental du Var à signer la convention quadripartite 2016 entre le Département, l'Association de Prévention Spécialisée (APS), la Commune du Muy et la Communauté d'Agglomération Dracénoise,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°C_2016_079 du 30 juin 2016 autorisant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise à signer la convention quadripartite 2016 entre le Département, l'Association de Prévention Spécialisée (APS), la Commune du Muy et la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

L'Association de Prévention Spécialisée (APS) a pour objet de mettre en œuvre, sur le territoire défini dans la convention signée avec le Conseil Départemental du Var toutes actions destinées à prévenir la marginalisation des jeunes et à les aider à trouver leur place dans la vie sociale.

Le Conseil Départemental du Var, dans ses orientations de politique générale en faveur des Solidarités définies dans le schéma des solidarités départementales 2014-2018 et notamment celles relatives à l'enfance et la petite enfance, participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles (Art.121-1 et 121-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles).

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, au titre de sa compétence politique de la ville et de son CISPD, Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, en lien avec les CLSPD, Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, souhaite agir pour construire une politique intercommunale de sécurité et de prévention de la délinquance sur son territoire.

La Commune du Muy souhaite poursuivre, sur les secteurs prioritaires définis, les actions de prévention spécialisée développées par L'APS .

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 Engagement de l'association APS

L'association s'engage à mettre en œuvre sur le territoire de la commune du Muy tous les moyens nécessaires à la réalisation d'actions et ce, «dans le respect de la libre adhésion et de l'anonymat des jeunes», comme le stipule la circulaire de 1972 de la Direction Générale de la Santé relative aux clubs et équipes de prévention (circulaires n° 26117112172) :

Nature des activités proposées

Dans le cadre de la protection de l'enfance l'Association APS met en œuvre la Prévention Spécialisée sur le territoire de la commune du Muy en proposant aux jeunes âgés de 0 à 25 ans et prioritairement à ceux âgés de 12 à 17 ans, et leurs familles des actions éducatives, individuelles et collectives par :

- des actions de rue, et une présence socio-éducative par un accueil et une présence régulière, des

- permanences, la mise en œuvre d'actions éducatives individuelles et collectives
- des actions de préventions des risques d'exclusion scolaire par un accompagnement éducatif au sein des collèges et la participation aux groupes de suivi des élèves en risque de rupture scolaire
- des actions de médiation dans les lycées Val d'Argens et Peyrouas,
- des actions d'insertion sociale et professionnelle,
- des actions de loisirs et d'insertion sociale.

Objectifs :

Objectifs généraux :

Il s'agit de permettre aux enfants, aux adolescents et aux jeunes majeurs avec le soutien de leurs parents de :

- rompre avec l'isolement
- restaurer le lien social
- prévenir les risques d'inadaptation et de marginalisation
- lutter contre l'échec scolaire
- faciliter leur insertion sociale

Objectifs spécifiques :

- aller au devant du public, dans les rues de la ville, dans les quartiers dits sensibles, et par un travail de relation fondé sur la confiance, établir une accroche relationnelle et susciter l'intérêt du jeune
- être à l'écoute par le biais de rencontres individuelles ;
- évaluer les besoins du jeune, ses capacités et son potentiel ;
- orienter les jeunes et leurs familles sur les actions du territoire, les accompagner dans cette démarche, faciliter leurs contacts avec les partenaires ;
- associer les familles, favoriser leur implication autour de projets ou des besoins repérés du jeune; rétablir les liens familiaux ;
- développer une connaissance des territoires et de leurs besoins et développer des actions collectives innovantes destinées à rétablir le lien social ;
- accompagner individuellement ou collectivement les personnes en vue de favoriser leur autonomie ;
- encourager et participer au travail de partenariat avec les décideurs et les acteurs sociaux et éducatifs de la ville.

Type de public ciblé

Jeunes et leurs familles en situation de risques, d'inadaptation sociale, en danger, marginalisés.

Couverture géographique :

Commune du MUY sur le secteur du centre ville.

Une veille active est maintenue sur le quartier de La Peyrouas, hors politique de la ville.

Moyens pour la mise en œuvre de l'action :

* Personnel :

Pour la mise en œuvre des actions de prévention spécialisée exercées en 2016 sur la commune du MUY, l'Association APS dispose d'une équipe éducative et pédagogique ainsi que d'un chef de service et d'un personnel administratif et comptable, ce qui représente un équivalent de :

3 ETP éducateurs + 0,15 ETP chef de service

ARTICLE 2 : Pilotage et Évaluation des actions de prévention spécialisée

Le pilotage et l'évaluation des actions de Prévention Spécialisée au sein des Comités Stratégiques et Techniques doivent être conformes au « **Livret Technique de Suivi et de Pilotage** » ci-joint annexé.

ARTICLE 3 : Engagement de référence du Conseil Départemental

En vertu de la délibération de la Commission Permanente n°G36 du 21 mars 2016, le Département a attribué une participation financière d'un montant de 68 000 euros au titre du financement des actions de prévention exercées par l'association Groupe de Recherche et d'Action pour la Prévention, l'Éducation Spécialisée et l'Accueil (association GRAPESA) sur la commune du Muy pour l'année 2016.

En vertu de la délibération de la Commission permanente n°G36 du 18 avril 2016, le Département a, notamment, autorisé le versement du solde de la participation financière allouée au titre de 2016 pour les actions de prévention spécialisée sur le territoire de la commune du Muy à l'Association de Prévention Spécialisée (APS) dans le cadre de la reprise d'activité de l'association GRAPESA.

ARTICLE 4 : Engagement de la Communauté d'Agglomération Dracénoise

Par délibération n°C_2016_079 du 30 juin 2016, la Communauté d'Agglomération Dracénoise s'engage à participer au financement des actions développées par l'Association de Prévention Spécialisée (APS) sur le territoire de la commune du Muy à hauteur de 25%, soit un montant de 34 000 euros pour l'année 2016.

Par ailleurs, l'Agglomération s'engage à participer aux Comités stratégiques et autant que de besoin aux Comités Techniques.

ARTICLE 5 : Engagement de la Commune

Par délibération n°71/2016 du 27 juin 2016 la commune du Muy s'engage à participer au financement des actions développées par l'Association de Prévention Spécialisée (APS) sur le territoire de la commune pour un montant de 34 000 euros.

Par ailleurs, la commune s'engage à participer aux Comités stratégiques et techniques.

ARTICLE 6 : Autres financements

L'association s'engage à rechercher tous les concours financiers possibles auprès d'autres partenaires publics et privés.

ARTICLE 7 : Durée de l'engagement départemental, intercommunal et communal

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

ARTICLE 8 : Engagement comptable du Conseil Départemental et le versement de la participation financière

Dans le cadre du fonctionnement de la Prévention Spécialisée sur le territoire de la commune du Muy, le montant de la participation départementale pour l'année 2016 est arrêté à 68 000 euros (SOIXANTE HUIT MILLE EUROS).

Il est imputé au budget départemental de l'exercice 2016 au chapitre 65, fonction 51, article 6526 du budget départemental au titre de la prévention spécialisée (crédits enfance géré par la Délégation Générale aux Solidarités).

La participation financière est mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

Le montants est crédité sur le compte ouvert au nom de l'Association de Prévention Spécialisée au terme d'un virement bancaire dans les conditions suivantes :

- versement du solde de la participation financière allouée par le Département au titre de 2016 acquise dans le cadre de la reprise d'activité dans le cadre des modalités de versement prévu à la délibération n°G36 du 18 avril 2016.

Le comptable assignataire est le payeur départemental du Var.

ARTICLE 9 : Engagement comptable et versement des subventions de la Communauté d'Agglomération Dracénoise et de la commune du Muy

Dans le cadre du dispositif de la prévention spécialisée sur le territoire de la commune du Muy pour l'année 2016, le montant de la participation financière de chacune des parties est réparti comme suit :

- 68 000 € pour le Département du Var
- 34 000 € pour la commune du Muy
- 34 000 € pour la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Par délibération n°C_2016_079 du 30 juin 2016 le montant de la participation communautaire pour l'année 2016 arrêté à 34 000 €, sera imputé au chapitre 65, compte 6574, fonction 523.

Par délibération n°71/2016 du 27 juin 2016, le montant de la participation municipale pour l'année 2016 arrêté à 34 000 € sera imputé au chapitre 65, article 65738 (subventions de fonctionnement), fonction 520.

Ces participations financières de la Communauté d'Agglomération et de la Commune seront imputées sur les budgets respectifs de chacune des parties prenantes à la convention.

Elles seront versées à échéance semestrielle, sur production d'une facture adressée par l'association APS à chaque collectivité ou établissement public inclus dans le dispositif.

A l'appui de ces factures, seront adressés les pièces justificatives nécessaires au versement de la subvention afférente, et notamment les contrats de travail de l'équipe en place de l'association ainsi que le bilan d'activité de l'association sur le semestre.

Pour ce qui est de la participation financière de l'Agglomération, le bilan d'activités devra être validé, préalablement au versement des subventions, par la commune du Muy.

ARTICLE 10 : Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 11 : Obligations de l'association

L'Association de Prévention Spécialisée s'engage à :

- se conformer au Livret de suivi technique et de pilotage, rapport d'activité unique type pour les opérateurs de la Prévention Spécialisée dans le Var,
 - veiller aux conditions d'élaboration et de mise en œuvre du projet d'établissement, de son amélioration et de son évaluation avec la participation des usagers et de l'ensemble des parties concernées,
 - veiller à la participation et aux droits des usagers,
 - veiller à la prévention des risques et de la maltraitance,
 - inscrire l'association dans son environnement et développer du partenariat,
 - correspondre aux objectifs du projet éducatif départemental signé entre le Conseil Départemental et l'Éducation Nationale,
 - souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du département, de la commune et de l'Agglomération dracénoise ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
 - adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
 - ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions départementales, communales et communautaires,
 - valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
 - remettre au Département, à la commune et à la Communauté d'Agglomération Dracénoise, dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, afin de satisfaire aux obligations de l'article 10 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000, le compte rendu financier de l'action soutenue par le Département, la commune et la Communauté d'Agglomération Dracénoise, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.
- Ce compte rendu financier devra être constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation de l'action subventionnée, issu du compte de résultat de l'association, mettant en évidence les écarts éventuels exprimés en euros et en pourcentage, entre le budget prévisionnel de l'action et les résultats.

Le compte rendu financier devra être accompagné de deux annexes :

- la première annexe comprenant

- * d'une part, un commentaire de l'association sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de l'action,
- * d'autre part, un tableau de répartition des charges communes entre le budget général de l'association et le budget consacré au projet ou à l'action, ce tableau devant indiquer les critères de répartition.

- la seconde annexe comprenant une information qualitative décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

Le président de l'association, ou toute personne habilitée à le représenter, doit certifier conformes les informations produites, établies sur la base de documents comptables.

- remettre au Département, à la commune et à la Communauté d'Agglomération Dracénoise, dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, les bilan et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- faciliter le contrôle par les services du département, de la commune et de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services du Conseil Départemental du Var, de la commune de la Communauté d'Agglomération Dracénoise au titre de la préparation budgétaire,
- faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par le Conseil Départemental du Var en prenant contact avec la Direction de la Communication par téléphone au 04.83.95.70.10 ou par télécopie au 04.83.95.70.11.
- faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Communauté d'Agglomération Dracénoise et la commune, en prenant notamment contact avec le service Politique de la Ville, par téléphone au 04.94.50.07.03 ou par mail cispd@dracenie.com

En outre, l'association qui a reçu annuellement d'une autorité publique une subvention égale ou supérieure à 150 000 € est tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant.

Lorsque ce montant est atteint, l'association confiera la tenue de sa comptabilité à un expert comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables et transmettra au Conseil Départemental une copie du rapport du Commissaire aux comptes.

L'association qui perçoit au cours de son exercice comptable un cumul de subventions publiques supérieur à 153 000 € déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

ARTICLE 12 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 13: Reversement de subventions

En cas de non respect par l'association de ses engagements, celle-ci reversera au Conseil Départemental, à la Communauté d'Agglomération et à la commune du Muy les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.


ARTICLE 14 : Tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 15 : Légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après sa notification à la Communauté d'Agglomération Dracénoise, à la commune du Muy et à l'Association de Prévention Spécialisée (APS).

Pour l'Association de Prévention
Spécialisée
Le Président


Raymond DOUMAS

**ASSOCIATION DE PREVENTION
SPECIALISEE**
11, boulevard Pasteur
83400 HYERES
Tél. 04 94 12 17 00
Télécopie 04 94 12 17 09

(cachet)

Pour la Commune du Muy

Le Maire


Liliane BOYER



Pour la Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Le Président


Olivier AUDIBERT-TROIN



Fait à Toulon, le 20 DEC. 2016

Le Président du Conseil Départemental

Marc GIRAUD

